



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Mercredi 26 avril 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
199<sup>e</sup> année  
27 avril 2023  
n° 16 / 7993<sup>e</sup>  
pages 777 à 832



## ÉDITORIAL

777 LexGPT, Fabrice Defferrard

## ACTUALITÉS

- 780 Clause abusive (clarté) : obligation de communication intégrale  
781 Rétablissement professionnel (dettes) : montant de l'effacement  
781 Droit voisin (communication au public) : diffusion musicale dans un avion  
782 Produit défectueux (vice caché) : cumul d'actions contre le producteur  
783 Responsabilité civile (parents) : constitutionnalité du régime  
785 Indemnisation des victimes (relaxe) : compétence du juge civil  
787 Perquisition (siège d'un ministère) : constitutionnalité du régime  
789 Étranger (rétention) : délit de refus de communiquer des documents  
794 Harcèlement moral (dénonciation) : mauvaise foi justifiant le licenciement  
796 Saisie immobilière (office du juge) : contrôle des clauses abusives

## POINT DE VUE

- 797 Vive ChatGPT, l'avenir de la doctrine I, Pierre-Louis Boyer

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 807 Panorama : Droits et libertés corporels, Jean-Christophe Galloux et Hélène Gaumont-Prat  
819 Notes : Office du juge et compétence en matière de successions internationales : qui trop embrasse mal étreint, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 21 sept. 2022, Charlotte Guillard  
825 La tarification horaire de l'avocat face au mécanisme des clauses abusives, note sous CJUE 12 janv. 2023, Léa Molina

## ENTRETIEN

- 832 Mathias Latina – ChatGPT et l'enseignement du droit

Version numérique incluse\*



322316



DALLOZ  
Lefebvre Dalloz

# Recueil Daloz

Tour Lefebvre Daloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 0786620357  
www.daloz.fr - recueil@daloz.fr

PRESIDENT, DÉPTEUR DE LA PUBLICATION,  
STEPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PENAL & OUVRAGES »,  
HELEN HOCH

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENAYEN, NICOLAS DISMAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

## DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DELAHAIE

## RÉDACTION

### DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

### RÉDACTION

Maelle HARSCOUËT DE KERAVEL (0140645379)

### CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Credit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

### EDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140645284)

Laurence BREUZE-DINNAT (0140645481)

Katy PERCHEREAU (0786620357)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1<sup>re</sup> secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

## ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice ventes@daloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 0183101010

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 0140922024 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépot légal - Avril 2023

## Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Daloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filière du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prot : 0,08 kg/t

# SOMMAIRE



## ÉDITORIAL

Fabrice Defferrard

777

LexGPT



## ACTUALITÉS

### 780 DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Cautionnement (subrogation) : date du paiement de la caution, Civ. 1<sup>re</sup>, 13 avr. 2023

Consommation

Surendettement (caducité du plan) : reprise des poursuites individuelles, Civ. 2<sup>re</sup>, 13 avr. 2023

Clause abusive (clarification) : obligation de communication intégrale, CJUE 20 avr. 2023

Entreprise en difficulté

Liquidation judiciaire (baill commercial) : cession du droit au bail, Com. 19 avr. 2023

Liquidation judiciaire (détour) : reprise des poursuites individuelles, Com. 19 avr. 2023

Rétablissement professionnel (dettes) : montant de l'effacement, Com. 19 avr. 2023

Propriété intellectuelle

Droit voisin (communication au public) : diffusion musicale dans un avion, CJUE 20 avr. 2023

Société et marché financier

Abus de biens sociaux (peine) : portée de l'interdiction de diriger, Crim. 19 avr. 2023

### 782 DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Produit défectueux (vice caché) : cumul d'actions contre le producteur, Civ. 1<sup>re</sup>, 19 avr. 2023

Victime d'infraction (indemnisation) : exclusion des dommages matériels, Civ. 2<sup>re</sup>, 20 avr. 2023

Assurance vie (+ super retraite +) : entrée en vigueur du dispositif, Civ. 2<sup>re</sup>, 20 avr. 2023

Responsabilité civile (parents) : constitutionnalité du régime, Cons. const. 21 avr. 2023

### 784 DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail d'habitation (surface habitable) : action en diminution du loyer, Civ. 3<sup>re</sup>, 20 avr. 2023

Construction-Urbanisme

Contrat d'entreprise (garantie décennale) : construction par un usufurier, Civ. 3<sup>re</sup>, 13 avr. 2023

Maison individuelle (garantie de livraison) : étendue de l'indemnisation, Civ. 3<sup>re</sup>, 13 avr. 2023

### 784 DROIT PÉNAL

#### ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Peine (sursis avec mise à l'épreuve) : prolongation du délai de probation, Crim. 13 avr. 2023

Presse et communication

Diffamation (conclusions d'avocat) : imputation de « mauvaise foi », Civ. 2<sup>re</sup>, 20 avr. 2023

### Procédure pénale

Saisie pénale (restitution) : droit des tiers de bonne foi, Crim. 19 avr. 2023

Indemnisation des victimes (relaxe) : compétence du juge civil, Ass. plén., 14 avr. 2023

Garde à vue (reprise) : exercice des droits de la défense, Crim. 13 avr. 2023

Communication électronique (modalités) : demande de renvoi, Crim. 13 avr. 2023

Mandat d'arrêt européen (remise) : risque pour la santé de la personne, CJUE 18 avr. 2023

Perquisition (siège d'un ministère) : constitutionnalité du régime, Cons. const. 21 avr. 2023

### 788 DROIT PUBLIC

Droit administratif

Étranger (rétention) : délit de refus des obligations sanitaires, Crim. 13 avr. 2023

Étranger (rétention) : délit de refus de communiquer des documents, Crim. 13 avr. 2023

### 790 DROIT DU TRAVAIL

#### ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Prescription biennale (domaine) : créance de participation aux résultats, Soc. 13 avr. 2023

Travail temporaire (mission) : nouveau contrat après rupture, Soc. 13 avr. 2023

Temps partiel (priorité) : communication de la liste des emplois disponibles, Soc. 13 avr. 2023

Gérant de succursale (rupture) : régime du contrat de travail à durée indéterminée, Soc. 13 avr. 2023

Délégué syndical (désignation) : portée de la renonciation, Soc. 19 avr. 2023

Délégué syndical (désignation) : entreprises de moins de cinquante salariés, Soc. 19 avr. 2023

Représentant syndical (désignation) : organisation non représentative, Soc. 19 avr. 2023

Harcèlement moral (action) : point de départ de la prescription, Soc. 19 avr. 2023

Harcèlement moral (dénonciation) : mauvaise foi justifiant le licenciement, Soc. 19 avr. 2023

### 795 PROCÉDURE CIVILE

#### ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

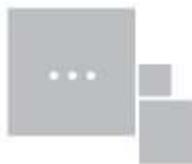
Aide juridictionnelle (recours) : conventionnalité du point de départ, Civ. 2<sup>re</sup>, 13 avr. 2023

Appel civil (délai) : mention erronée dans l'acte de notification, Civ. 2<sup>re</sup>, 13 avr. 2023

Cassation (pourvoi) : indivisibilité en matière de saisie immobilière, Civ. 2<sup>re</sup>, 13 avr. 2023

Voie d'exécution

Saisie immobilière (office du juge) : contrôle des clauses abusives, Civ. 2<sup>re</sup>, 13 avr. 2023



## POINT DE VUE

797

Vive ChatGPT, l'avenir de la doctrine !  
par Pierre-Louis Boyer



### CHRONIQUE

800

Administration et équité contractuelle  
Réflexions sur la nouvelle économie  
politique contractuelle  
par Thomas Perroud

### PANORAMA

807

Droits et libertés corporels  
avril 2022 – mars 2023  
par Jean-Christophe Galloux  
et Hélène Gaumont-Prat

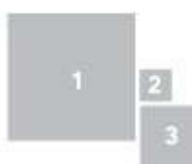
### NOTES

819

Office du juge et compétence en matière  
de successions internationales : qui trop embrasse  
mal étirent, note sous Civ. 1<sup>e</sup>, 21 sept. 2022  
par Charlotte Guillard

825

La tarification horaire de l'avocat face au mécanisme  
des clauses abusives, note sous CJUE 12 janv. 2023  
par Léa Molina



## ENTRETIEN

832

Mathias Latina – ChatGPT et l'enseignement du droit

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maximal) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos Identifiants personnels ou des Identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur Dalloz-Revues.fr

## ARTICLES

777

Quel « modèle propriétaire »  
pour les données personnelles ?  
**Florent Masson**

795

L'exception de fond  
**Franck Juredieu**

# RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

## ARTICLES

815

La révision pour imprévision appliquée  
aux accords collectifs de travail  
**Valentino Armillei**

## VARIÉTÉS

837

Droit commun et droit spécial  
**Philippe Jestaz**

## CHRONIQUES

861

Effet direct des conventions internationales  
protectrices des droits sociaux fondamentaux  
**Fabien Marchadier**

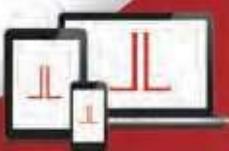
ref : 602204



9 782996 022044

**DALLOZ**

Lefebvre Dalloz



Version numérique incluse\*



## ARTICLES

Quel « modèle propriétaire » pour les données personnelles ? par Florent Masson .....	777
L'exception de fond par Franck Juredieu.....	795
La révision pour imprévision appliquée aux accords collectifs de travail par Valentino Armillei.....	815

## VARIÉTÉS

Droit commun et droit spécial par Philippe Jestaz.....	837
---	-----

## CHRONIQUES

<b>Sources internationales</b> par Jean-Pierre Marguénaud et Fabien Marchadier .....	851	<b>Procédure de l'instance. Jugements et voies de recours. Procédures civiles d'exécution</b> par Nicolas Cayrol.....	966
<b>Personnes et droits de la famille</b> par Anne-Marie Leroyer.....	870	<b>Législation française</b> par Aude Denizot.....	977
<b>Obligations et contrats spéciaux</b>			
<b>Obligations en général</b> par Hugo Barbier .....	879		
<b>Responsabilité civile</b> par Patrice Jourdain.....	899	<b>Revue des ouvrages</b>	
<b>Contrats spéciaux</b> par Pierre-Yves Gautier .....	912	<b>Ouvrages historiques ou anciens</b> sous la responsabilité de Florent Garnier et Nader Hakim.....	983
<b>Propriété et droits réels</b> par William Dross.....	926	<b>Ouvrages étrangers</b> sous la responsabilité de Éric Descheemaeker et Jonas Knetsch .....	985
<b>Sûretés et publicité foncière</b> par Charles Gijsbers .....	943	<b>Revue des thèses</b>	
<b>Successions et libéralités</b> par Michel Grimaldi.....	949	sous la responsabilité de Gaël Chantepie, Christian Jubault et Catherine Puigelier	988
<b>Régimes matrimoniaux</b> par Isabelle Dauriac.....	952	<b>Revue des revues</b>	
<b>Droit judiciaire privé</b>		sous la responsabilité de Frédéric Rouvière.....	1005
Source. Organisation judiciaire et juridiction. Compétence. Action par Philippe Théry.....	960		
		<b>Tables</b>	
		Tables générales 2022 .....	1017

1

ARTICLES

1

- La jurisprudence révélée  
**Frédéric Zenati-Castaing**

21

- La percée de la responsabilité civile  
dans le droit des pratiques anticoncurrentielles  
**Walid Chaiehoudj**

RTDCiv. - janvier-mars 2023 - pages 1 à 254

# RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

VARIÉTÉS

45

- La Cour de cassation et l'art de la rhétorique  
**Benjamin Mathieu**

CHRONIQUES

158

- L'extension du champ de la dispense de preuve  
du préjudice par le jeu des présomptions  
**Julie Klein**

200

- L'ordonnance, mère de tous les vices ?  
**Aude Denizot**

ref : 602301



9 782996 023010

**DALLOZ**

Lefebvre Dalloz



Version numérique incluse\*



## ARTICLES

La jurisprudence révélée par Frédéric Zenati-Castaing .....	1
La percée de la responsabilité civile dans le droit des pratiques anticoncurrentielles par Walid Chaiehoudj.....	21

## VARIÉTÉS

La Cour de cassation et l'art de la rhétorique par Benjamin Mathieu .....	45
--	----

## CHRONIQUES

Sources du droit en droit interne par Pascale Deumier .....	63
Législation française par Aude Denizot.....	198

Personnes et droits de la famille par Anne-Marie Leroyer.....	77
--	----

### Obligations et contrats spéciaux

Obligations en général par Hugo Barbier .....	87
--	----

Responsabilité civile par Patrice Jourdain.....	103
--	-----

Contrats spéciaux par Pierre-Yves Gautier.....	120
---	-----

### Propriété et droits réels

par William Dross.....	127
------------------------	-----

Sûretés et publicité foncière par Charles Gijsbers .....	142
---	-----

### Régimes matrimoniaux

par Isabelle Dauriac.....	147
---------------------------	-----

### Preuve

par Julie Klein .....	153
-----------------------	-----

### Droit judiciaire privé

Source. Organisation judiciaire et juridiction. Compétence. Action par Philippe Théry.....	177
--	-----

Procédure de l'instance. Jugements et voies de recours. Procédures civiles d'exécution par Nicolas Cayrol .....	183
--	-----

## BIBLIOGRAPHIE

### Revue des ouvrages

Ouvrages en général sous la responsabilité de Sébastien Pimont et Vincent Forray .....	209
--	-----

Ouvrages historiques ou anciens sous la responsabilité de Florent Garnier et Nader Hakim.....	218
---	-----

Ouvrages étrangers sous la responsabilité de Eric Descheemaeker et Jonas Knetsch.....	226
--	-----

### Revue des thèses

sous la responsabilité de Gaël Chantepie, Christian Jubault et Catherine Puigelier	234
---	-----

### Revue des revues

sous la responsabilité de Frédéric Rouvière.....	242
---	-----

## TABLES

Tables trimestrielles.....	249
----------------------------	-----

## ARTICLES

1

Regard civiliste sur les clauses dites de *bad leaver* dans les promesses de cession d'actions

**Paul Gaiardo**

19

Règlement sur les services numériques : encadrement des plateformes communicationnelles

**Thibault Douville et Emmanuel Netter**

# RTDCom.

Revue trimestrielle de droit commercial  
et de droit économique

## CHRONIQUES

85

L'originalité des photographies de plateau toujours incomprise

**Frédéric Pollaud-Dulian**

143

La constitutionnalité contestable des clauses statutaires d'exclusion de SAS

**Arnaud Lecourt**

175

L'action *ut singuli* en droit des associations

**David Hiez**

191

Élargissement des pouvoirs de saisie de l'Autorité des marchés financiers

**Nicolas Rontchevsky**

ref: 512301



9 782995 123018

**DALLOZ**

Lefebvre Dalloz

## ARTICLES

Regard civiliste sur les clauses dites de <i>bad leaver</i> dans les promesses de cession d'actions	p. 1
Par Paul Gaiardo.....	
Règlement sur les services numériques : de l'encadrement des plateformes communicationnelles	
Par Thibault Douville et Emmanuel Netter .....	p. 19

## CHRONIQUES

Organisation générale du commerce	Sociétés civiles, associations et autres groupements
Actes de commerce, commerçants et fonds de commerce	Par David Hiez..... p. 175
par Bernard Saintourens..... p. 57	
Organisation administrative et professionnelle du commerce	Droit des marchés financiers
Par Frédéric Lombard..... p. 61	Par Nicolas Rontchevsky et Michel Storck ..... p. 187
Propriétés incorporelles	Crédit et titres de crédits
Propriété industrielle	Par Dominique Legeais..... p. 197
Par Jean-Christophe Galloux..... p. 67	
Droit d'auteur et droit du marché de l'Art	Vente, transport et autres contrats commerciaux
Par Frédéric Pollaud-Dulian..... p. 85	Par Bernard Bouloc..... p. 205
Droit des nouvelles technologies	Entreprises en difficulté
par Philippe Gaudrat..... p. 133	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires
Numérique et vie des affaires	Par Arlette Martin-Serf, Hélène Poujade et Corinne Saint-Alary-Houin ..... p. 211
par Thibault Douville..... p. 137	
Sociétés et autres groupements	Droit pénal des affaires
Sociétés en général	Par Bernard Bouloc et Laurent Saenko..... p. 231
Par Arnaud Lecourt..... p. 143	
Sociétés par actions	Régime fiscal des affaires
Par Jacques Moury..... p. 165	Par Olivier Fouquet ..... p. 257

## TABLES

Tables trimestrielles .....	p. 263
-----------------------------	--------

# Revue Lamy de la concurrence

**Le nouveau dispositif destiné à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs : parfaire sans défaire ?**

*Philippe VANNI et Anne-Cécile MARTIN*

- La compétence de l'Autorité de la concurrence et l'exercice de prérogatives de puissance publique  
*Cheik GALOKHO*
- Droit des perquisitions : la Cour de cassation censure le juge du fond qui avait assimilé présomption et preuve de pratiques illicites et annulé l'ordonnance autorisant des perquisitions  
*André MARIE*

**26** | MENSUEL  
AVRIL 2023

## Conseil scientifique

### Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP

### Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes, Membre du GRDPE

### Benjamin CHEYNEL :

Référendaire à la Cour de justice de l'Union européenne

### Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

### Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

### Pascale IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université de Montpellier I, CREAM/IUF

### Bruno LASSEUR :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

### Gildas de MUIZON :

Deloitte Economic Consulting

### Gwenaël MUGUET-POULLENNEC :

Référendaire au Tribunal de l'Union européenne

### Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

### Éric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

### Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR Avocats

### Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

**Éditeur :** Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

**Représentant légal :** Guillaume Deroubaix

**Associé unique :** Karnov HoldCo France

**Directeur de la publication :** Guillaume Deroubaix

**Directrice des rédactions :** Sylvie Duras

**Rédactrice en chef :** Chloé Mathonnière

**Ont participé à ce numéro :** Jérémie Berlemon, Céline Garnier

**Dépôt légal :** à parution

**Prix au numéro :** 84,74 € TTC

**N°ISSN (version en ligne) :** 2115-8894

**N°ISSN (version imprimée) :** 1770-9377

**Périodicité :** mensuel

**N°CPPAP :** 1226 T 85786

**Crédit photos :** Getty Images

**Imprimeur :** Dupliprint, 2 rue Descartes, 95330 Domont

**Origine du papier :** Portugal

**Taux de fibres recyclées :** 0%

**Certification :** imprimé sur papier FSC

**Eutrophisation :** Ptot 0,08 kg/tonne

**Pour contacter le service client :**

**(0 N°Cristal) 09 69 39 58 58**  
APPEL NON SURTAXÉ  
courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : [www.liaisons-sociales.fr](http://www.liaisons-sociales.fr)

[www.lamyline.fr](http://www.lamyline.fr) - [www.lamy-liaisons.fr](http://www.lamy-liaisons.fr)



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

# Sommaire

## FOCUS ..... P. 3

- Enquêtes de concurrence : la Commission européenne est tenue d'enregistrer tous les entretiens qu'elle mène  
Jérémie BERLEMONT

## LES ESSENTIELS DU MOIS ..... P. 5

- Contrôle des concentrations P. 5
- Pratiques anticoncurrentielles P. 6
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 7
- Procédure P. 9
- Commande publique P. 10

## ÉCLAIRAGE ..... P. 15

- La compétence de l'Autorité de la concurrence et l'exercice de prérogatives de puissance publique  
Cheik GALOKHO

## ANALYSE ..... P. 21

- Le nouveau dispositif destiné à renforcer l'équilibre dans les relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs : parfaire sans défaire ?  
Philippe VANNI et Anne-Cécile MARTIN

## JURISPRUDENCE COMMENTÉE ..... P. 32

- Droit des perquisitions : La Cour de cassation censure le juge du fond qui avait assimilé présomption et preuve de pratiques illicites et annulé l'ordonnance autorisant des perquisitions.  
André MARIE



LE MENSUEL  
DE TOUS  
LES PRATICIENS  
DU DROIT

# DROIT & PATRIMOINE

N°334 · avril 2023

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

The illustration depicts a vibrant green economy theme. In the upper left, a woman in a teal dress holds a large yellow coin with a euro symbol, pouring it into a funnel-shaped recycling bin. To her right, another woman in a green dress uses a megaphone. In the background, a blue house with a yellow window is nestled among green trees under a bright sun. In the lower right, a man in a pink shirt uses a hose to water a large green leaf. On the far left, two stylized buildings are shown, one light blue and one light green, with orange and teal windows. A small red banner at the bottom left reads "DOSSIER". The overall scene conveys themes of environmental responsibility, financial growth, and sustainable development.

**DOSSIER**

## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET FINANCE VERTE

**ÉCLAIRAGE**

Le règlement rapide et efficace des successions, une priorité pour le CNUE

**ANALYSE**

Principe de l'imputation du déficit sur le revenu global

# DROIT & PATRIMOINE

AVRIL 2023 • N° 334

## ACTUALITÉ

### ÉCLAIRAGE

#### « Le règlement rapide et efficace des successions est une priorité pour le CNUE » ..... 6

Le 23 mars 2023, le Conseil des notaires de l'Union européenne a organisé une conférence qui venait clôturer le projet MAPE Successions, qui a pour objet le suivi et l'évaluation de l'application du règlement 650/2012 de l'UE relatif aux successions. Le groupe de travail constitué sous l'égide du CNUE a formulé 18 recommandations pour améliorer le règlement entré en vigueur le 17 août 2015.

### ENTRETIEN

#### « Les créateurs d'entreprises ne doivent pas mettre en place de mécanismes de protection du patrimoine pour y renoncer aussitôt » ..... 8

À l'occasion de la journée mondiale des start-up, les notaires du Grand Paris, par la voix de M<sup>e</sup> Olivier Piquet, notaire à Longjumeau, prodiguent leurs conseils aux créateurs d'entreprises. Interview.

### PROFESSIONS

#### Les family offices dressent leur bilan annuel ..... 10

L'Association française du family office (AFFO) vient de dresser le bilan de l'année écoulée et a présenté son 8<sup>e</sup> livre blanc, consacré à l'allocation stratégique d'actifs pour les familles. Confirmant sa volonté de s'implanter en région, l'AFFO constate l'importance grandissante de la part du non coté dans les investissements des familles.

## ANALYSE

#### Principe de l'imputation du déficit sur le revenu global ..... 11

par Alexandre Guenfici, avocat aux barreaux de Marseille et Narbonne, ancien inspecteur des finances publiques, doctorant en droit privé à l'UPVD, enseignant à Sup de droit Narbonne

## CHRONIQUE

#### Fiscalité : janvier 2022 - décembre 2022 ..... 54

Olivier Debat, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Toulouse 1 Capitole, et Hervé Manciet, directeur du centre d'études et de recherches du groupe Monassier, Mathieu Ferré, avocat, EY Société d'avocats et Élodie Marguerite, doctorante, université de La Rochelle sous la direction du Pr. Olivier Debat, ATER, université de Cergy-Pontoise



# SOMMAIRE

ACTUALITÉ · PRATIQUE · ANALYSE · DOSSIER · JURISPRUDENCE



## DOSSIER

### TRANSITION ÉNERGÉTIQUE et finance verte

• Contexte et défis.....	22
Par Moundir Akasbi, avocat au barreau de Paris, directeur des MBA droit des affaires et MBA conformité à l'ESLSCA Paris	
• Comment les acteurs financiers se préparent au changement climatique .....	27
Par Davina Simen, et Maxime Bompard, étudiants MBA 2 droit des affaires internationales à l'ESLSCA Paris	
• Finance verte et coopération européenne dans un monde conflictuel .....	30
Par Alexandre Cordahi, avocat honoraire au barreau de Paris, enseignant à l'ESLSCA Paris, ancien chef de projets et programmes financés par l'Union européenne	
• Vers une performance durable : étude de cas d'un groupe de services financiers .....	33
Par Meriem El Bouhali, PhD, enseignante-chercheuse en sciences de gestion et directrice de programme, ESLSCA Paris Business School	
• Les agences de notation extra-financière : un acteur incontournable de la finance durable et de l'investissement socialement responsable .....	36
Par Wissem Ajili Ben Youssef, PhD, docteure en sciences économiques, enseignante-chercheuse à l'ESLSCA Paris Business School, directrice des programmes MBA finance & data performance et MBA ingénierie financière	
• « Où en sommes-nous côté (ou non côté) finance durable ? » .....	41
Par Daniel Renassia & Emmanuel Cohen, fondateurs de Maison de la Compliance : cabinet spécialisé en conformité, contrôle interne et veille réglementaire	
• Finance verte : les nouveaux défis de la conformité dans le secteur financier .....	44
Par Sylvain Aubry, chief compliance officer MUFG – Luxembourg, administrateur de l'Association luxembourgeoise des compliance officers (ALCO)	
• Greenwashing : entre efforts environnementaux et marketing agressif, l'eau se resserre doucement .....	47
Par Sandra Birtel, avocate & partner, Kaufhold & Reveillaud Avocats & Anthony Cardinaux, juriste, Kaufhold & Reveillaud Avocats	
• Propos conclusifs finance verte .....	50
Par Didier Guével, professeur émérite de droit privé et sciences criminelles à l'université de Sorbonne Paris Nord, membre de l'IRDA Paris 13 (ER 3970), doyen honoraire de la faculté de droit, sciences politiques et sociales, membre associé du LexFEIM Le Havre (EA 1013), membre du conseil scientifique de la MSH Paris Nord (USR 3258), membre du comité multi-parties prenantes du Forum annuel de la gouvernance d'Internet (FGI/ISOC France), profesor honorario de l'université de Mendoza	

# Journal du Droit international Clunet, n° 2 du 01 avril 2023

## Sommaire du numéro

### Doctrine

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

#### [Le droit international de la mer à l'épreuve de l'Anthropocène](#)

N° 3 - Par Nathalie ROS

UNION EUROPÉENNE

#### [Les apports du règlement « Bruxelles II ter » à l'édification de l'Espace judiciaire civil européen : entre améliorations et insuffisances](#)

N° 4 - Par Guillaume PAYAN

### Variétés

CNUDCI

#### [La loi-type de la CNUDCI sur les documents transférables électroniques : analyse et perspectives](#)

N° 3 - Par Éric A. CAPRIOLI

UNION AFRICAINE

#### [Quand « le \(bon\) juge condamne le crime sans condamner le criminel » : l'affaire du Sahara occidental devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples](#)

N° 4 - Par Claire PORTIER

### Commentaires

FRANCE | CONFLIT DE LOIS

#### [Provision en référé et conflit de lois](#)

N° 7 - Par Constantin RINGOT-NAMER

FRANCE | CONFLIT DE LOIS

#### [Loi applicable à la prescription de créances nées d'un contrat de vente internationale : mise en oeuvre incontrôlée de la clause d'exception du règlement Rome I et omission de la convention de La Haye de 1955](#)

N° 8 - Par Philippine BLAJAN

FRANCE | CONFLIT DE JURIDICTIONS

#### [L'application du critère du centre des intérêts de la victime à des faits de parasitisme commis en ligne : une solution inattendue en matière de cyberdélits](#)

N° 9 - Par Basile DARMOIS

FRANCE | RECONNAISSANCE DE JUGEMENT ÉTRANGER

#### [Dans quelle mesure la prohibition des clauses potestatives entre-t-elle dans la composition de l'ordre international en matière contractuelle ?](#)

## N° 10 - Par Pascal DE VAREILLES-SOMMIÈRES

FRANCE | ARBITRAGE

**L'égalité des parties lors de la constitution du tribunal arbitral : date de prise en compte et incidence de la crainte de partialité**

N° 11 - Par Paul GIRAUD

FRANCE | ARBITRAGE

**De l'effet de l'invasion de l'Ukraine sur la compétence ratione temporis des tribunaux arbitraux en matière d'investissements**

N° 12 - Par Mathias AUDIT

FRANCE | RGPD

**Discours sur la méthode du déréférencement**

N° 13 - Par Ludovic PAILLER

**Chroniques**

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS (CIRDI) | ARBITRAGE INTERNATIONAL

**Chronique des sentences arbitrales**

N° 3 - Par Yas BANIFATEMI et Mohamed SHELBAYA

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS (CIRDI) | CJUE

**Cour de justice et Tribunal de l'Union européenne**

N° 4 - Par Delphine DERO-BUGNY , Muriel CHAGNY et Cyril NOURISSAT

**Bibliographie**

DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

**Relationships between International Criminal Law and Other Branches of International Law, William A. Schabas : Pocketbooks of The Hague Academy of International Law, Brill Nijhoff, 2022**

N° 4 - Par Ghislain POISSONNIER

ARBITRAGE COMMERCIAL

**Droit de l'arbitrage**

N° 5 - Par Maximin DE FONTMICHEL

# La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 16 du 24 avril 2023

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit



ÉDITO

#### Droit et arts divinatoires

N° 502 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

#### Rémi Lorrain, l'insatiable

N° 503 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | CONSEIL CONSTITUTIONNEL

#### Une décision (trop ?) attendue

N° 504 - Par Michel VERPEAUX

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

#### Journal officiel du 13 au 19 avril 2023

N° 505

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

#### Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 avril 2023

N° 506

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ARBITRAGE

#### Amitié et arbitrage : jusqu'où va l'obligation de révélation ?

N° 507 - Par Denis MOURALIS

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROPRIÉTÉ

#### Perpétuité des droits réels de jouissance spéciale : un régime (presque) achevé ?

N° 508 - Par Denis MOURALIS et Nicolas KILGUS

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS

#### La nouvelle rédaction de l'article 432-12 du Code pénal équivaut à l'ancienne

N° 509 - Par Jean-Marie BRIGANT

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

#### Arrêts P de la Cour de cassation du 20 mars au 2 avril 2023

N° 510

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CRIMES ET DÉLITS

#### La validité substantielle des poursuites pour diffusion de renseignements concernant l'identité d'une victime d'une agression sexuelle

N° 511 - Par Evan RASCHEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 13 au 19 avril 2023**

N° 512

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 avril 2023**

N° 513

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

**Abandon de poste : procédure relative à la mise en oeuvre par l'employeur de la présomption de démission**

N° 514

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 13 au 19 avril 2023**

N° 515

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

**Arrêts P de la Cour de cassation du 3 au 9 avril 2023**

N° 516

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | DONNÉES PERSONNELLES

**Protection des données personnelles : appelez-moi Camille**

N° 517

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

**Journal officiel du 13 au 19 avril 2023**

N° 518

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

**Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 3 au 9 avril 2023**

N° 519

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

**Vers un critère matériel pour les contestations des tiers sur le domaine privé ?**

N° 520 - Par Anthony FALGAS

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ CIVILE

**Opération coup de poing**

N° 521 - Par Pascal GOURDON

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

**Université de la Polynésie française - Département de Droit - Économie - Gestion : des formations juridiques tournées vers l'avenir**

N° 522 - Par Emmanuelle GINDRE

[Consulter le PDF](#)**La Semaine de la doctrine**

L'ÉTUDE | NOM DE FAMILLE

**2002-2022 : 20 ans de liberté, d'égalité et... de complexité !**

N° 523 - Par Carole PETIT

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

## Droit pénal et procédure pénale

N° 524 - Par Jacques-Henri ROBERT , Charlotte CLAVERIE-ROUSSET , Stéphane DETRAZ et Jacques LEROY

[Consulter le PDF](#)



### La Semaine du praticien

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE PÉNALE NÉGOCIÉE

#### Les nouveaux contours de la justice pénale négociée : CJIP et CRPC, quels enjeux et perspectives en matière économique, financière et environnementale ?

N° 525 - Par Astrid MIGNON COLOMBET , Jérôme SIMON , Laurence FABRE et Lydia MÉZIANI

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | CONSTITUTION ET POUVOIRS PUBLICS

#### 3 questions à Benjamin Morel, maître de conférences à l'université Paris 2 Panthéon-Assas

N° 526

[Consulter le PDF](#)

# Petites affiches

## DOCTRINE

Encore un effort pour doter la France d'une véritable  
« class action » efficace

Christophe Lèguevaques

La réforme des retraites promulguée, le RIP écarté,  
les institutions malmenées !

Jean-Pierre Camby

La visioconférence est-elle l'avenir des plaidoiries ?

Charles Simon

## JURISPRUDENCE

Droit à la preuve et levée du secret bancaire  
(CA Poitiers, 2<sup>e</sup> ch. civ., 17 janv. 2023, n° 22/01081)

Jérôme Lasserre Capdeville

Durée de validité d'un pacte d'actionnaires  
(Cass. 1<sup>re</sup> civ., 25 janv. 2023, n° 19-25478)

Paul-Ludovic Niel

## PRATIQUE

Entreprises préparez-vous à la facturation électronique !

Boris Sauvage

N° 4

# SOMMAIRE

LPA n° 4 • Avril 2023

## DOCTRINE

- LPA202f1 Encore un effort pour doter la France d'une véritable « *class action* » efficace** PAGE 4
- Christophe Lèguevaques**  
*Aux États-Unis, les class actions constituent un enjeu démocratique majeur et contribuent à la protection des consommateurs et des citoyens contre l'influence délétère du big business sur les autorités publiques. En France et en Europe, le mécanisme de la class action est défié et son efficacité cantonnée.*  
*La proposition de loi Vichniesky-Gosselin s'inscrit dans cette vision consistant à proclamer un régime juridique des actions de groupe sans pour autant lever tous les obstacles législatifs et pratiques. Dans les faits, ces derniers entravent encore la mise en œuvre d'une véritable class action dont les puissants effets régulateurs pourraient permettre de lutter contre l'aléa moral.*
- LPA202h0 La réforme des retraites promulguée, le RIP écarté, les institutions malmenées !** PAGE 11
- Jean-Pierre Camby**  
*Par deux décisions du 14 avril 2023, le Conseil constitutionnel clôt le débat juridique sans sortir de son rôle de juge de touche des procédures : il ne peut être ni goal, ni arbitre d'un match politique.*
- LPA202f2 La visioconférence est-elle l'avenir des plaidoiries ?** PAGE 16
- Charles Simon**  
*La visioconférence sera-t-elle demain un mode habituel de plaidoirie ? La question relevait de la science-fiction avant la période d'enfermement liée au Covid-19 et l'arrêt de l'activité des tribunaux civils, elle doit maintenant être prise au sérieux. En effet, la visioconférence présente des avantages certains. Mais elle n'est pas non plus sans inconvénient ni frein. On peut donc douter de sa généralisation à court terme.*
- LPA202g7 Réflexion autour du logement de la famille, un an après l'avènement de l'entrepreneur à double patrimoine** PAGE 18
- Véronique Legrand**  
*Le 15 mai prochain, le nouveau statut de l'entrepreneur individuel aura un an. Malgré un accueil de ce statut très critique de la doctrine et de multiples failles ou lacunes pointées du doigt, pour l'entrepreneur individuel, la principale question qui se pose est de savoir si le logement de sa famille pourra être épargné. Cet article se concentre sur l'entrepreneur marié et offre un tour d'horizon du sort réservé au logement de la famille de l'entrepreneur, qu'il soit in bonis ou sous le coup d'une procédure d'insolvabilité.*
- LPA202g4 Energies renouvelables : ce que va changer la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023** PAGE 22
- Jean-Claude Zarka**  
*La loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables a été publiée au Journal officiel du 11 mars 2023. Elle a pour ambition de lever tous les obstacles au déploiement des projets d'énergies renouvelables. Pour faciliter l'approbation locale de ces projets, elle instaure un dispositif de planification territoriale des énergies renouvelables. Elle cherche notamment à favoriser le développement de l'éolien en mer et formule pour la première fois une définition de l'agrivoltaique.*
- LPA202g1 La justice et l'apaisement du conflit « sous la braise »** PAGE 27
- Laura Viaut**  
*La « gestion des conflits » est une thématique particulièrement développée aujourd'hui. Ce terme tend à s'intéresser davantage au conflit qu'au litige. Il s'agit là d'une profonde transformation.*
- LPA202f9 Client financièrement fragile et responsabilité de la banque** PAGE 30
- Romain Feydel**  
*Face à l'augmentation du coût de l'énergie ainsi qu'à une inflation ne cessant de progresser, ce début d'année 2023 est largement marqué par les difficultés financières de nombreux ménages. La clientèle bancaire qualifiée de financièrement fragile est au cœur de toutes les attentions.*

**LPA202f6 Le bail réel solidaire d'activité est créé**

PAGE 39

**Patrice Battistini**

*L'ordonnance n° 2023-80 du 8 février 2023 décline le bail réel solidaire, initialement prévu pour le logement, aux locaux destinés aux activités professionnelles et commerciales exercées par des microentreprises.*

**LPA202g9 Principales dispositions de procédure pénale de la LOPMI**

PAGE 46

**Céline Laronde-Clérac**

*Cet article propose un panorama des principales dispositions de procédure pénale contenues dans la loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023, d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur.*

## JURISPRUDENCE

**LPA202g5 L'hommage funèbre trop amical rendu par l'arbitre au conseil d'une partie peut provoquer un doute raisonnable sur son indépendance et son impartialité**

PAGE 52

**Pierre-Claver Kamgaing**

CA Paris, CCI, 5-16, 10 janv. 2023, n° 20/18330

*L'hommage funèbre qui révèle l'existence des liens amicaux étroits entre le conseil d'une partie et l'arbitre est de nature à provoquer un doute raisonnable dans l'esprit des parties sur l'indépendance et l'impartialité de ce dernier. Ainsi, faute pour l'arbitre d'avoir révélé ces faits avant l'acceptation de sa mission ou pendant la procédure d'arbitrage, les parties sont fondées à contester la régularité de constitution du tribunal.*

**LPA202g3 Les prêts en francs suisses : nuance !**

PAGE 55

**Véronique Legrand**

Cass. 1<sup>re</sup> civ., 1<sup>er</sup> mars 2023, n° 21-20260

*Les prêts libellés en devises sont tristement célèbres par leur toxicité et la jurisprudence se construit peu à peu dans le cadre d'un contentieux aux enjeux importants pour les emprunteurs. Ainsi les solutions qui se dégagent permettent aux praticiens de structurer leurs arguments s'agissant des clauses relatives au montant, au taux de change et aux modalités de remboursement qui peuvent être abusives si elles manquent de transparence et s'agissant du devoir d'information des prêteurs. L'arrêt du 1<sup>er</sup> mars permet de tracer les limites de cette jurisprudence quant à son champ d'application.*

**LPA202g2 Droit à la preuve et levée du secret bancaire**

PAGE 59

**Jérôme Lasserre Capdeville**

CA Poitiers, 2<sup>e</sup> ch. civ., 17 janv. 2023, n° 22/01081

*Le secret bancaire constitue un empêchement légitime, opposable au juge civil. Toutefois, cette règle n'est pas intangible et, au-delà des exceptions légales posées par la loi, il n'en demeure pas moins qu'au regard de l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier, de l'article 10 du Code civil et 9 et 10 du Code de procédure civile, un juge ne peut refuser de communiquer au tireur du chèque les informations figurant au verso du chèque, sous couvert du secret bancaire, sans rechercher si une telle communication est indispensable à l'exercice de ses droits à la preuve pour établir l'éventuelle responsabilité de la banque lors de l'encaissement des chèques et, en outre, proportionnée aux intérêts antinomiques en présence, incluant la protection du secret dû aux bénéficiaires de ces chèques.*

**LPA202f8 L'absence de contrainte découlant de la prévision d'un montant maximum du prêt objet d'une condition suspensive**

PAGE 64

**Marie Blondel**

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 14 déc. 2022, n° 21-24539

*La Cour de cassation juge que la condition suspensive d'obtention d'un prêt, insérée dans une promesse de vente, ne contraint pas les acquéreurs à accepter toute offre de prêt consentie pour un montant inférieur au montant maximum prévu au sein de la condition. Les acquéreurs qui refusent une telle offre n'empêchent pas la réalisation de la condition.*

**LPA202f3 Durée de validité d'un pacte d'actionnaires**

PAGE 66

**Paul-Ludovic Niel**Cass. 1<sup>e</sup> civ., 25 janv. 2023, n° 19-25478

*Lorsque la nullité résultant de l'article 722 du Code civil, relative à la prohibition des pactes sur succession future, affecte une ou plusieurs clauses de l'acte, elle n'emporte sa nullité en son entier que si cette ou ces clauses en constituent une condition essentielle et déterminante. Par ailleurs, la prohibition des engagements perpétuels n'interdit pas de conclure un pacte d'actionnaires pour la durée de vie de la société, de sorte que les parties ne peuvent y mettre fin unilatéralement.*

**LPA202f4 Caractérisation de la prise en charge du bénéficiaire de l'aide sociale par son héritier excluant l'action en récupération du département sur sa part de succession**

PAGE 70

**Christelle Rieubernet**Cass. 2<sup>e</sup> civ., 26 janv. 2023, n° 21-18653

*La charge effective et constante du bénéficiaire de l'aide sociale handicapé placé en foyer d'accueil médicalisé s'entend d'un engagement régulier et personnel de l'héritier, tant d'ordre matériel qu'affectif et moral, et exclut l'action en récupération des sommes versées par le département sur sa part dans la succession du bénéficiaire.*

**LPA202f5 Courses de taureaux : la Cour de cassation de nouveau dans le ruedo**

PAGE 75

**Pierre-François Chonniere**

Cass. crim., 6 déc. 2022, n° 22-80156

*Dès lors que les juges du fond ont souverainement constaté l'existence d'une « tradition locale ininterrompue » à Bayonne, les organisateurs d'une course de taureaux prévue dans cette ville ne pouvaient être poursuivis pour sévices graves ou actes de cruauté envers un animal, ces derniers bénéficiant de ce fait de l'immunité prévue par l'article 521-1 du Code pénal.*

**LPA202f7 Aidants familiaux : une interprétation étroite de la notion de « famille » juridiquement juste, socialement injuste**

PAGE 78

**Marc Richevaux**Cass. 2<sup>e</sup> civ., 5 janv. 2023, n° 21-15702

*Avec ce que pourrait devenir notre système de retraites, les contentieux relatifs aux aidants familiaux, aujourd'hui relativement marginaux, pourraient bien devenir beaucoup plus importants, d'où l'intérêt de la présente décision.*

## PRATIQUE

**LPA202g0 TikTok et autres applications récréatives : un employeur peut-il interdire à ses salariés l'accès aux réseaux sociaux ?**

PAGE 83

**Kelly Domingues et Myrtille Lapuelle**

*À l'instar des autorités européennes, le souci croissant des employeurs de protéger leurs données les conduisent à s'interroger sur leur pouvoir de contrôle de l'utilisation des réseaux sociaux par leurs salariés.*

**LPA202g8 Entreprises préparez-vous à la facturation électronique !**

PAGE 85

**Boris Sauvage**

*L'obligation de facturation électronique, e-invoicing, va prochainement modifier les habitudes des entreprises. En effet, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2024, la facture électronique devient une obligation légale pour toutes les entreprises assujetties à la TVA. Quelles sont les entreprises concernées ? Comment fonctionnera la facture électronique ? Quelles sont les mentions obligatoires ? Comment s'y préparer au mieux ? Le point sur cette prochaine obligation.*

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :  
redaction@lexenso.fr

# Gazette du Palais

25 AVRIL 2023

143<sup>e</sup> ANNÉE · N° 14

· HEBDOMADAIRE ·

## À la une

### Enquêtes internes : une activité en plein développement pour les avocats

*Inspirées des pratiques anglo-saxonnes, les enquêtes internes sont de plus en plus utilisées par les entreprises. Entretien avec Matthieu Boissavy, avocat, et Marie-Anne Frison-Roche, professeur, sur ce nouveau métier de l'avocat, qui a fait l'objet d'un colloque au CNB le 20 avril 2023.*



© natali\_mis

## Doctrine

### Clause de résiliation en matière de crédit immobilier : les difficultés liées aux justificatifs produits

étude par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

## Technique

### Quelles conséquences de la doctrine fiscale du 15 décembre 2022 sur la rémunération des associés de SEL ?

par Marie LALANNE

## Jurisprudence

### La liberté d'expression croise aussi le fer avec la procédure pénale

note par Florence DEQUATRE sous Cass. crim., 21 févr. 2023

## Gazette Spécialisée

### DROIT DE LA FAMILLE

#### SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

##### • Élodie MULON

*Avocate au barreau de Paris, associée, Chauveau Mulon & Associés*

##### • Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES

*Avocate au barreau de Paris, associée, BWG Associés*

##### • Guillaume BARBE

*Avocat au barreau de Paris, associé, ARPEGE*



#### AVEC LA PARTICIPATION DE

Elodie ABITBOL, Linda AIT MADI, Louise ASTRUC BACIOTTI, Béatrice BLOQUEL, Alice BOUSSOU, Philippa BOUVEAU, Flora CASSOUDÉSALLE, Laura DALIBERT, Roxane DESURMONT, Emma DILLY, Priscillia FERNANDES, Julie FLAMENT, Anna GALA, Marion GALVEZ, William HEALING, Samuel LELLOUCH, Samia MAAKOUF, Léa MARTEAUX, Capucine MÉRIGAUD, Clara NAOURI, Rahima NATO-KALFANE, Helen O'NEIL, Natacha OSMAN, Morg'hán PELTIER, Julie PIERROT-BLONDEAU, Jennifer TERVIL, Sarah TORBEY, Clothilde TORCHY, Camille VEDEL, Agathe WEHBÉ, Hansu YALAZ et Kimberley ZAROUKIAN

## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

P-DG, Directeur de la publication : Bruno Vergé  
Directrice générale déléguée : Emmanuelle Filiberti  
Présidente du Conseil scientifique :  
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Gamarie  
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach  
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck et Samuel Seroc  
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville  
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :  
Tél. : 01 40 93 40 00  
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :  
Tél. : 01 40 93 40 40  
Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr  
Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023  
\* Prix TTC au n° : 20 €  
+ frais de port  
\* Abonnement France (un an) :  
Journal seul : 570,74 € TTC  
Recueils + table seuls : 556,45 € TTC  
Journal, recueil + table : 764,73 €  
Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC  
\* Abonnement étranger (un an) :  
Journal seul : 645 €  
Journal, recueil + table : 859 €  
Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr  
Twitter : @LexensoAvocat

Commission paritaire n° 0523 T 83097  
ISSN 0242-6331  
Dépot légal à parution  
Imprimé par Duplicit Mayenne, 733, rue Saint Léonard, 53101 Mayenne CEDEX  
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées), issus de forêts gérées durablement ;  
impact gaz à effet de serre pour un exemplaire : 713 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite, sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris). La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2023, n°GPL430b0. Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

## Actualité

GPL448s1 ■ Avocats et monde économique unis pour une cité judiciaire dans le centre-ville de Marseille	3
GPL448s8 ■ Enquêtes internes : une activité en plein développement pour les avocats	5
GPL448s9 ■ L'avocat, enquêteur interne « pertinent » en matière sociale	7
GPL448r4 ■ Une perquisition en cabinet d'avocats à Paris en 2023 libres propos par Frédéric CHHUM	10

## Doctrine

GPL447s9 ■ Clause de résiliation en matière de crédit immobilier : les difficultés liées aux justificatifs produits étude par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE	12
--	----

## Technique

GPL448k6 ■ Quelles conséquences de la doctrine fiscale du 15 décembre 2022 sur la rémunération des associés de SEL ? par Marie LALANNE	14
--	----

## Jurisprudence

GPL447r3 ■ La liberté d'expression croise aussi le fer avec la procédure pénale note par Florence DEQUATRE sous Cass. crim., 21 fevr. 2023	16
--	----

GPL448c9 ■ La « lune noire » de la commission d'agence en cas de droit de préemption subsidiaire du locataire note par Ludovic LAUVERGNAT sous Cass. 3 <sup>e</sup> civ., 1 <sup>er</sup> mars 2023	19
---	----

GPL448c1 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD	22
--	----

GPL442e5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC	27
---	----

GPL448j7 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH par Catherine BERLAUD	30
---	----

GPL448m6 ■ Chronique de jurisprudence de droit des sûretés par Christophe ALBIGES et Marie-Pierre DUMONT https://lex.so/GPL448m6	BL
--	----

## Aux marches du Palais

### Portrait

GPL448s7 ■ Sérène Medrano, bâtonnière du barreau d'Amiens	31
---	----

## Gazette Spécialisée

DROIT DE LA FAMILLE	33
---------------------	----

Sous la responsabilité scientifique de  
Elodie MULON, Isabelle REIN-LESCASTÉREYRES et Guillaume BARBE

La Gazette du Palais suspend sa parution la semaine du 1<sup>er</sup> mai 2023.  
Prochain numéro le 9 mai 2023.